



EN AFRIQUE COMME AILLEURS **PAS DE DÉMOCRATIE SANS ALTERNANCE !**

EXTRAITS

Le monde s'était habitué à regarder l'Afrique comme un lieu indistinct de populations passives, à secourir ou à exploiter. De longue date, et dans chaque pays, les aspirations démocratiques y sont vives, mais on les passait sous silence, à l'instar des manifestations réprimées au Togo en 2005, au Cameroun en 2008, en Ouganda en 2011. Après les mobilisations victorieuses au Sénégal (2012), au Burkina Faso (2014), en République démocratique du Congo (janvier 2015), le monde devra l'entendre : les citoyens d'Afrique veulent tourner la page des régimes autoritaires. Et prendre leur destin en main.

Si les coups d'Etat militaires sont, désormais, unanimement condamnés par la communauté internationale, l'Afrique en connaît d'autres qui ne disent pas leur nom. Quand un régime se maintient au pouvoir au mépris du principe d'alternance prévu dans les textes, ce sont de véritables putschs contre les institutions, à reconnaître et à sanctionner comme tels.

Nous citoyens d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs, intellectuels, artistes, militants, journalistes, responsables religieux, associations, syndicats, appelons à un large rassemblement pour tourner la page des régimes autoritaires et construire les conditions d'une véritable démocratie en Afrique. Partageant les mêmes valeurs démocratiques et non-violentes, nous sommes déterminés à faire vivre les conditions d'une mobilisation citoyenne pour l'alternance démocratique, dans tous les pays d'Afrique subsaharienne. Il en va du devenir du continent africain.



TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique
en Afrique

DES PAYS PRIS EN OTAGE

88% des Togolais et 87 % des Gabonais n'ont jamais connu qu'une seule famille au pouvoir... Pourtant ils ne vivent pas dans une monarchie ! Si de nombreux pays d'Afrique souffrent de l'absence d'alternance, ce n'est pas une question de culture. Ce sont des systèmes organisés autour de l'accaparement du pouvoir et des richesses, au profit des dirigeants et de leur clientèle, mais aussi au profit d'États et d'investisseurs étrangers. La population est prise en otage. Le temps est venu de sa libération.

LA MÊME FAMILLE TENAIT DÉJÀ LE POUVOIR QUAND ILS SONT NÉS

1		93%	CORÉE DU NORD DIRIGEANTS : KIM JONG-UN (ET SA FAMILLE) AU POUVOIR DEPUIS 1948
2		88%	TOGO DIRIGEANTS : FAURE GNASSINGBÉ (ET SA FAMILLE) AU POUVOIR DEPUIS 1967
3		87%	GABON DIRIGEANTS : ALI BONGO ODIMBA (ET SA FAMILLE) AU POUVOIR DEPUIS 1967
4		80%	SYRIE DIRIGEANTS : BACHAR AL-ASSAD (ET SA FAMILLE) AU POUVOIR DEPUIS 1970
5		78%	ANGOLA DIRIGEANTS : JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS AU POUVOIR DEPUIS 1979
6		78%	CUBA DIRIGEANTS : RAÛL CASTRO (ET SA FAMILLE) AU POUVOIR DEPUIS 1959
7		76%	OUGANDA DIRIGEANTS : YOWERI MUSEVENI AU POUVOIR DEPUIS 1986
8		76%	GUINÉE ÉQUATORIALE DIRIGEANTS : TEODORO OBIANG NGUEMA AU POUVOIR DEPUIS 1979
9		76%	CAMEROUN DIRIGEANTS : PAUL BIYA AU POUVOIR DEPUIS 1982
10		71%	BURKINA-FASO* DIRIGEANTS : BLAISE COMPAORÉ AU POUVOIR DEPUIS 1987



Dakar, janvier 2011, Forum Social Mondial

LES SOCIÉTÉS CIVILES ÉCRIVENT L'HISTOIRE

Prétendre démocratiser des régimes autoritaires par d'amicales pressions étrangères relève, au mieux, de l'illusion. Car la démocratie est affaire de conquête. Un peu partout au sud du Sahara, les sociétés civiles l'ont compris, manifestant, parfois au péril de leur vie, une soif irréprensible de liberté. Voilà les démocrates qu'il nous revient, en Afrique comme en Europe, de soutenir et de protéger.

Ouagadougou, le 28 octobre 2014 : un million de Burkinabés tentent de dissuader Blaise Compaoré d'opérer un coup d'Etat constitutionnel. A Kinshasa, le 19 janvier 2015, puis à Goma trois jours plus tard et à Bukavu où, suivant le mot d'ordre de la société civile, la population observe massivement deux journées villes mortes, des milliers de personnes manifestent contre la confiscation de la démocratie opérée par le régime. Les démocrates du Sénégal, du Mozambique, du Burkina, de RDC, du Burundi, du Togo, surprennent peut-être celles et ceux qui entretenaient l'idée de populations passives ou résignées. Ils donnent tort, en tout cas, à tous ceux qui s'enferment dans une lecture institutionnaliste de l'Histoire, comme si le seul jeu diplomatique suffisait à faire progresser la démocratie : « Aujourd'hui, ce sont les mouvements sociaux qui guident le monde. Des exemples sur

tous les continents nous le montrent », rappelle le politologue français Bertrand Badie¹. (...)

L'alliance des sociétés civiles, dans la (re)conquête de la démocratie et de la liberté de chaque peuple à décider de son destin, voilà l'enjeu. Cette alliance, elle ne part pas de rien. Car, tandis que trop souvent, l'Union européenne et ses Etats membres jouaient les jeux hypocrites de la diplomatie, continuant d'adouber des régimes honnis de leur population, les sociétés civiles, elles, se parlent, se connaissent, échangent et travaillent ensemble. (...) De cet élan et du soutien de nombreux intellectuels et artistes est né l'appel « Tournons la page ! » auquel les organisations de la société civile signataires ont décidé de répondre par le lancement d'une campagne. Aujourd'hui est venu le temps d'une nouvelle alliance entre citoyens d'Afrique et d'Europe, pour faire vivre l'alternance et, au-delà, la démocratie.

¹ Entretien de Bertrand Badie avec Eve Rodot et Jean Merckaert (pour « Tournons la page »), le 9 juillet 2014.

NOS RECOMMANDATIONS

AUX DIRIGEANTS AFRICAINS

- ➔ Rendre possible l'alternance démocratique
- ➔ Assurer la tenue d'élections libres, équitables et transparentes dans les délais prévus par la Constitution.
- ➔ Garantir les conditions d'exercice de la démocratie.

À L'UNION AFRICAINE, À L'UNION EUROPÉENNE ET À LEURS ETATS MEMBRES

- ➔ Rééquilibrer les priorités, portées sur la sécurité et le développement économique en Afrique, en faveur du soutien à la démocratie et à l'État de droit.
- ➔ Prendre clairement position contre toute modification constitutionnelle de convenance, et toute autre manœuvre visant à contourner les limitations de mandat.
- ➔ Encourager et protéger les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits.
- ➔ Soutenir des processus d'élections libres et transparentes et, au besoin, les accompagner.
- ➔ Promouvoir le projet de création d'une cour constitutionnelle internationale, lancé par le président de la République tunisien après les événements de 2011.

AUX CANDIDAT(E)S QUI SOUHAITENT INCARNER L'ALTERNANCE

- ➔ Garantir la transparence sur le budget de l'État, les contrats avec les multinationales et les recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles; et la participation des populations dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques publiques.
- ➔ Respecter les normes républicaines dans les nominations aux postes de direction de la haute administration, notamment de commandement militaire et policier, et de façon générale dans l'administration publique.
- ➔ Respecter le principe de séparation des pouvoirs, notamment dans la nomination des magistrats.
- ➔ Assurer la liberté d'opinion, de presse et de manifestation sans préalable autre que l'information de l'autorité administrative; accroître la protection de la société civile et des militants engagés dans le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

ILS SOUTIENNENT TOURNONS LA PAGE



SOUTENEZ-NOUS ET RETROUVEZ LE RAPPORT SUR

<http://tournonslapage.com/>

Contact : afrique.democratie@secours-catholique.org



TOURNONS LA PAGE